

## Identité, mémoire et puissance dans l'Europe post-communiste

par Laure DELCOUR  
Directrice de recherche à l'IRIS

### ABSTRACTS

**Près de dix-huit ans après la chute du mur de Berlin et seize ans après la dissolution de l'Union soviétique, l'Europe centrale en a-t-elle réellement fini avec son passé communiste ?**

**L'adhésion des anciens satellites soviétiques à l'Union européenne en 2004 a semblé sceller la fin de la période de transition engagée après l'effondrement du régime communiste, en même temps qu'elle symbolisait le retour de ces pays dans le concert européen. Pourtant, la crise qui a éclaté au printemps 2007 entre l'Estonie et la Russie, après le déplacement d'un monument soviétique à Tallinn, témoigne à la fois de la prégnance du passé commun et des lignes de fracture dans l'interprétation de ce passé, éléments constitutifs de l'identité nationale. La crise du Soldat de bronze, amplifiée par l'absence d'examen critique du passé de part et d'autre après la chute de l'URSS, reflète également les tentatives d'ingérence de la Russie dans les affaires des anciennes républiques soviétiques. Enfin, le conflit marque l'entrée d'un nouvel acteur - l'Union européenne - dans ce jeu de mémoires.**

*Almost two decades after the fall of the Berlin Wall and the collapse of the Soviet Union, has Central Europe got free of its communist past?*

*Whereas it symbolized their return into the concert of European nations, the accession of the former Soviet satellites to the European Union also represented the end of the transition period which started after the collapse of the communist regime. However, the crisis which burst out last Spring between Estonia and Russia following the removal of the Bronze Soldier Soviet war memorial, reflects both the persistence of a common past and discrepancies in its interpretation. In the absence of critical appraisal of the past, those discrepancies have contributed to shape national identities, which explains the dispute's escalation. The Bronze Soldier's crisis also provides a new example Russia's attempts to interfere into former Soviet Republics' affairs. Finally, the dispute also reflects the role of the EU as a new actor in Europe's memory politics.*

## Identité, mémoire et puissance dans l'Europe post-communiste

### *La crise du Soldat de bronze entre l'Estonie et la Russie*

Près de dix-huit ans après la chute du mur de Berlin et seize ans après la dissolution de l'Union soviétique, l'Europe centrale en a-t-elle réellement fini avec son passé communiste ?

L'adhésion des anciens satellites soviétiques à l'Union européenne en 2004 a semblé sceller la fin de la période de transition engagée après l'effondrement du régime communiste, en même temps qu'elle symbolisait le retour de ces pays dans le concert européen. Pourtant, la crise qui a éclaté au printemps 2007 entre l'Estonie et la Russie, après le déplacement d'un monument soviétique à Tallinn, témoigne à la fois de la prégnance du passé commun et des lignes de fracture dans l'interprétation de ce passé, éléments constitutifs de l'identité nationale. La crise du Soldat de bronze, amplifiée par l'absence d'examen critique du passé de part et d'autre après la chute de l'URSS, reflète également les tentatives d'ingérence de la Russie dans les affaires des anciennes républiques soviétiques. Enfin, le conflit marque l'entrée d'un nouvel acteur – l'Union européenne – dans ce jeu de mémoires.



### **« Mémoires divergentes »<sup>1</sup> autour du Soldat de bronze et exacerbation des tensions identitaires**

A la suite du déplacement d'un monument soviétique à la gloire de l'Armée Rouge - le Soldat de Bronze érigé au centre de Tallinn -, un manifestant a été tué lors d'affrontements avec la police dans la nuit du 26 au 27 avril, alors que 300 personnes étaient interpellées.

---

<sup>1</sup> Cf. Eva-Clarita Onken, « The Baltic States and Moscow's 9 May Commemoration, Analysing Memory Politics in Europe », *Europe-Asia Studies*, volume 59, n° 1, janvier 2007, p. 23.

Ces violences – les plus importantes depuis l’accession de l’Estonie à l’indépendance – mettent en lumière de profondes divergences dans l’interprétation du passé soviétique commun, en particulier dans l’analyse du fondement même de cette histoire partagée.



Pour l’Estonie, la Seconde Guerre Mondiale symbolise le début d’une occupation soviétique dont le caractère illégal n’a jamais été reconnu, ni par l’URSS ni par son héritière, la Russie. Dans les années suivant l’indépendance, l’identité nationale estonienne s’est donc construite en opposition à cette occupation soviétique, à laquelle a été identifiée la population d’origine russe vivant sur le sol national depuis les années 1940. Ainsi, les lois de la première moitié des années 1990 sur la citoyenneté et sur la langue – deux des éléments constitutifs de la nation – se veulent-elles particulièrement restrictives à l’encontre de la minorité russophone. La loi de 1995 définit toute langue autre que l’estonien comme « langue étrangère » et rend l’usage de l’estonien obligatoire dans l’administration. De même, la loi sur la citoyenneté en exclut les populations arrivées d’URSS après 1940 : est considéré comme Estonien de façon automatique toute personne qui détenait la citoyenneté estonienne avant le 16 juin 1940, ainsi que ses descendants et les enfants des parents qui possèdent la citoyenneté estonienne. La nationalité estonienne s’acquiert après un certain temps de présence sur le territoire national, si les conditions linguistiques sont remplies.

Au cœur même de la construction de l’État estonien s’inscrit donc une démarche de rupture avec l’ère soviétique, engagée au début de la transition. Cette démarche explique tant le refus du président Arnold Rüütel d’assister aux commémorations du 60<sup>ème</sup> anniversaire de la fin du conflit à Moscou, le 9 mai 2005, que le déplacement du Soldat de bronze deux ans plus tard ; l’arrêt des hostilités reste en effet perçu non comme la victoire sur l’Allemagne nazie, mais comme le passage d’une occupation à une autre. Or, la démarche de rupture enclenchée après la chute de l’URSS ne s’est pas accompagnée d’une réflexion sur l’histoire estonienne<sup>2</sup>. En témoigne l’érection en 2004, puis le prompt déboulonnage après les réactions internationales, d’un monument « à la gloire de ceux combattant contre le bolchevisme et pour l’Estonie indépendante », représentant un soldat en uniforme allemand.

Mais, loin d’être cloisonnée, la mémoire nationale se construit en interdépendance avec celle d’autres pays. L’absence de réflexion critique sur l’histoire de l’Estonie a largement été alimentée par des lacunes similaires en Russie, puisque Moscou n’a jamais reconnu l’annexion des pays baltes. C’est donc sur des questions liées à la mémoire et à l’identité qu’ont souvent achoppé les relations entre la Russie et l’Estonie, en premier lieu le statut de l’importante minorité russophone (plus de 25% de la population) mais aussi celui de la frontière entre les deux Etats : c’est seulement en mai 2005 qu’un accord a été signé pour la délimiter.

## **Réaction spontanée de la « société civile » russe ou tentation du « Grand Frère » ?**

Ainsi, la crise du Soldat de bronze découle d’abord de visions antagonistes du passé: alors que l’Estonie se remémore la Seconde Guerre Mondiale comme une période d’occupation, le souvenir de la « Grande Guerre Patriotique » reste à la fois sacré et glorieux en Russie et le déplacement des dépouilles de soldats de l’Armée Rouge inhumés sous le Soldat de Bronze est perçu comme une atteinte intolérable à ce souvenir sacré. Pourtant, les réactions en Russie vont bien au-delà de la divergence d’interprétations historiques et de la défense traditionnelle des minorités russophones. Par leur ampleur, leurs cibles et les canaux d’influence utilisés, ces réactions mettent en cause les fondements même de l’Etat estonien.

La corrélation établie dans le discours des autorités russes entre les manifestations contre le démontage du monument soviétique et la situation des minorités russophone en Estonie – motif de l’ingérence de la Russie – a provoqué un glissement du conflit, jusque là interne, vers une crise bilatérale. Bien que Vladimir Poutine lui-même ne se soit pas directement exprimé au moment où a culminé le conflit, les plus hautes autorités de la Fédération de Russie ont violemment réagi au déplacement du Soldat de bronze et au décès du manifestant

---

<sup>2</sup> Eva-Clarita Onken note que l’instauration d’une Commission historique à la fin des années 1990, si elle a permis de préciser les faits, n’a pas suscité de débat critique sur le passé estonien.

russe. Au lendemain de ce décès, Sergueï Mironov, président du Conseil de la Fédération, appelait à rompre des relations diplomatiques avec l'Estonie alors que Mikhaïl Kaminine, porte parole du Ministère des Affaires étrangères, jugeait les actions des autorités de Tallinn « blasphématoires et inhumaines » et qu'une délégation officielle de la Douma envoyée à Tallinn appelait le gouvernement estonien à démissionner. Dès la fin avril, Sergueï Ivanov, premier Vice-premier ministre et successeur possible de Vladimir Poutine, puis Iouri Loujkov, maire de Moscou, ont appelé au boycott des produits estoniens – appel entendu par les grandes chaînes russes de supermarchés, par exemple Sed'moi Kontinent.

Les plus vives actions de protestation ont toutefois emprunté des canaux non officiels et ont été présentées comme des manifestations spontanées de la société civile russe. Les actions organisées autour de l'ambassade d'Estonie par l'organisation de jeunesse pro-Kremlin « Nashi » (« Les nôtres ») touchent au cœur des fonctions régaliennes de l'Etat estonien (la représentation diplomatique) tout en contrevenant à la Convention de Vienne. L'ambassade estonienne a ainsi été la cible de jets de pierre et de blocages qui ont empêché la délivrance de visas ou ont conduit à l'évacuation des familles du personnel diplomatique, alors que l'ambassadrice elle-même était « escortée » à l'aéroport par des représentants des Nashi. De même, si elles ne peuvent être attribuées formellement à la Russie<sup>3</sup>, les cyberattaques perpétrées ensuite contre le système informatique du gouvernement estonien relèvent des mêmes tentatives de « terreur psychologique » dénoncées par le président estonien Toomas Hendrik Ilves.

## **L'Union européenne et le conflit russo-estonien: un pour tous, tous pour un ?**

L'intervention d'un troisième acteur, l'Union européenne, marque à la fois un tournant dans la crise et une étape importante dans les relations entre l'Union et la Russie.

En appelant l'Union à prendre des « mesures immédiates » en réaction aux démonstrations de force des *Nashi*, le Premier ministre estonien Andrus Ansip a à la fois réaffirmé, face à l'héritière de l'ancienne puissance occupante, le choix effectué par son pays dans les années 1990 d'une appartenance à l'UE et déplacé le conflit à un niveau européen.

Or, la vigueur et l'unanimité des réactions européennes ont contribué à gommer l'aspect bilatéral de la crise et lui ont donné une nouvelle dimension. En envoyant la troïka à Moscou et en n'instaurant pas les sanctions économiques proposées par Tallinn à l'encontre de la Russie, l'Union a privilégié le dialogue. Mais elle a l'assorti d'une condamnation très ferme des procédés utilisés par la Russie dans la gestion de la crise. Cette condamnation émane aussi bien des institutions de l'Union que des Etats membres, qui ont immédiatement apporté leur soutien à l'Estonie. Dans une déclaration publiée le 2 mai, la Présidence allemande du Conseil « somme expressément la Fédération de Russie à respecter ses engagements internationaux découlant de la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques en protégeant le personnel et le site de la représentation diplomatique estonienne et en assurant un accès sans entrave à celle-ci »<sup>4</sup>. La résolution votée par le Parlement européen le 24 mai<sup>5</sup> est encore plus dure à l'égard de Moscou. Le Parlement juge en effet « inadmissibles les différentes tentatives des autorités russes d'intervenir dans les affaires intérieures de l'Estonie », « condamne les tentatives de la Russie de faire de l'exercice d'une pression économique sur l'Estonie un instrument de politique étrangère » et « rappelle aux autorités russes que la rhétorique hostile, développée ouvertement et sans nuances, par les autorités russes contre l'Estonie est absolument contraire aux principes des relations internationales et affectera les relations entre l'Union européenne et la Russie en général ».

La riposte violente de la Russie après le déplacement du Soldat de bronze est ainsi considérée comme un test pour la solidarité européenne, d'autant plus important qu'il prend pour cible l'un des plus petits Etats membres de l'UE. Au-delà même de la crise russo-estonienne, la fermeté des institutions communautaires marque donc la volonté nouvelle de l'Union d'apparaître comme un acteur uni face à Moscou. Dans sa politique à l'égard de la Russie, l'Union européenne est souvent apparue divisée et hésitante. Depuis le début des années 1990 (en témoignent les difficiles négociations pour l'Accord de Partenariat et Coopération), la plupart des Etats membres ont d'abord défendu leurs propres intérêts vis-à-vis de Moscou, que ceux-ci se fondent sur des liens

---

<sup>3</sup> Bien qu'elles proviennent d'adresses IP de l'administration russe.

<sup>4</sup> Déclaration PESC de la Présidence de l'Union européenne au sujet de la situation devant l'ambassade d'Estonie à Moscou, [http://www.eu2007.de/fr/News/CFSP\\_Statements/May/0502BoEstland.html](http://www.eu2007.de/fr/News/CFSP_Statements/May/0502BoEstland.html)

<sup>5</sup> Parlement européen, Résolution du 24 mai sur l'Estonie, <http://www.europarl.europa.eu/sides/getDoc.do?Type=TA&Reference=P6-TA-2007-0215&language=FR>

et une histoire spécifiques avec la Russie, sur des motivations économiques ou politiques. Plus récemment, le conflit en Tchétchénie, la situation politique interne de la Russie, le partenariat énergétique avec Moscou, le projet de bouclier anti-missile américain ou les négociations pour un nouvel accord UE-Russie ont été autant de sujets sur lesquels les Etats membres de l'Union ont adopté des positions différentes, voire divergentes.

L'une des conséquences essentielles de la crise russo-estonienne est donc l'affirmation inédite dans les relations avec la Russie d'un « principe de solidarité » entre pays membres de l'Union européenne, clairement énoncé lors du sommet russo-européen de Samara le 18 mai par le président de la Commission : « Une difficulté pour un Etat membre est une difficulté pour tous les membres de l'Union européenne. Nous sommes une Union fondée sur des principes de solidarité. Un problème estonien est aussi un problème européen »<sup>6</sup>. L'application de ce principe de solidarité aux grands dossiers des relations russo-européennes (notamment les questions énergétiques) reste à évaluer. Mais le fait même que le mouvement *Nashi* manifeste aussi devant la Délégation de la Commission européenne à Moscou confirme les propos de José Manuel Barroso. Surtout, ces manifestations témoignent de l'importance nouvelle accordée à l'UE par une Russie souvent encline à privilégier les relations bilatérales avec les Etats membres. Paradoxalement, le geste des *Nashi* équivaut à reconnaître l'Union comme acteur légitime dans le conflit russo-estonien. Mais cette reconnaissance inédite des responsabilités internationales de Bruxelles s'accompagne de critiques vis-à-vis de l'Union, que la Russie place aussi face à ses limites et à ses contradictions. Lors du sommet de Samara, Vladimir Poutine, en rappelant le sort des minorités russophones dans les pays baltes, a condamné la politique de double standard en matière de droits de l'homme d'une Union européenne plus prompte à dénoncer les violations à l'étranger que sur son territoire.



Manifestation du mouvement *Nashi* devant la délégation de la Commission européenne à Moscou. Tous les quarts d'heure, les activistes de *Nashi* font retentir une cloche pour demander la libération d'un russophone emprisonné en Estonie, dont la photo figure sur l'affiche placardée devant la délégation.

*Photo prise à Moscou le 13 juin 2007*

La crise entre la Russie et l'Estonie montre toutes les conséquences de l'absence de réflexion historique critique au moment de l'effondrement du système communiste et de la dissolution de l'URSS. Près de vingt ans après, il semble bien plus difficile d'engager un examen équilibré du passé, comme en témoigne la loi sur la lustration et les amendements qui y ont été apportés en Pologne. Cette analyse est pourtant indispensable et déterminante dans le développement de relations harmonieuses entre anciens pays du bloc communiste. L'Union européenne, qui apparaît désormais aux pays impliqués comme un acteur majeur et légitime, pourrait donner l'impulsion – parce qu'elle repose sur une expérience similaire – d'un tel processus de réflexion.

<sup>6</sup> Conférence de presse, sommet Russie-Union européenne de Samara, 18 mai 2007, [http://www.delrus.ec.europa.eu/en/images/iText\\_pict/10/Transcript.doc](http://www.delrus.ec.europa.eu/en/images/iText_pict/10/Transcript.doc)

## Sources

[www.gazeta.ru](http://www.gazeta.ru)

[www.lenta.ru](http://www.lenta.ru)

[www.mid.ru](http://www.mid.ru)

<http://ec.europa.eu>

<http://europarl.europa.eu>

[www.vm.ee](http://www.vm.ee)

## Eléments bibliographiques

V. Morozov (2004), « Russia in the Baltic Sea Region. Desecuritization or Deregalization », *Cooperation and Conflict*, volume 39, n°3, 2004, pp.V317-331.

E.-C. Onken, « The Baltic States and Moscow's 9 May Commemoration, Analysing Memory Politics in Europe », *Europe-Asia Studies*, volume 59, n°1, janvier 2007, p. 23.

R. Rose, S. Berglund and N. Munro, *Baltic identities and interests in a European setting: a bottom up perspective*, Glasgow : Centre for the Study of Public Policy, University of Strathclyde2005.